

Les journalistes burundais exigent la libération de Bob Rugurika

PANA, 21 janvier 2015 L'Union des journalistes exige la libération "immédiate" et "inconditionnelle" d'un patron presse au Burundi Bujumbura, Burundi - L'Union burundaise des journalistes (UBJ, syndicat indépendant) a exigé, mercredi, la libération "immédiate" et "inconditionnelle" du directeur de la Radio publique africaine (RPA, indépendante), Bob Rugurika, au second jour de son incarcération à la prison centrale de Bujumbura. M. Rugurika, note-t-on, est incarcéré sous les chefs d'accusation de "manquement à la solidarité publique", "violation du secret d'instruction" et "complicité d'assassinat" de trois "urs religieuses" d'origine italienne, au couvent de Kamenge périphérique Nord de Bujumbura, en septembre 2014.

L'émotion et la tension restent grandes dans tous les milieux au Burundi, quatre mois après l'assassinat des vieilles charitables "urs italiennes, Lucia Pulici, 75 ans, Olga Raschietti, 83 ans et Bernadette, 79 ans. La RPA a ravivé d'un cran supplémentaire, les émotions depuis une semaine que la trêve radio donne la parole à un personnage qui affirme avoir participé directement au crime, moyennant des promesses d'espèces sonnantes et trébuchantes. Le "mercenaire" n'a toutefois jamais touché l'argent du crime pour, dit-il, avoir fui son tour la mort programmée par les commanditaires du forfait qui se compteraient parmi les hauts gradés de la Police et des services spéciaux du renseignement pour des raisons que personne n'a, par contre, encore révélées. Pour la justice burundaise, la RPA n'aurait jamais dû autoriser la diffusion de tels témoignages sur des antennes, sans se rendre coupable des trois chefs d'accusation de "manquement à la solidarité publique", "violation du secret d'instruction" et "complicité d'assassinat". Le directeur de la RPA passe néanmoins, dans l'opinion, pour la première "victime collatérale" du triple meurtre par décapitation des "urs italiennes dont le "pâché" est d'avoir été, pendant sept ans, aux côtés des pauvres du Nord de Bujumbura. Un autre élan de solidarité est venu de cinq radios indépendantes du Burundi qui ont consacré, mercredi, un éditorial à la mi-journée sur l'arrestation "injuste" et "illégale" du directeur de la RPA. L'éditorial "synergie des médias indépendants" a surtout dénoncé une "arrestation qui porte atteinte à la liberté d'expression" et pose réellement le problème de "l'indépendance de la justice" dans le pays. Une organisation de la Société civile locale réputée pour la défense des droits humains a également pris, mercredi, fait et cause pour la RPA. Le président de l'Association pour la défense des droits humains et de prisonniers (APRODH), Pierre Claver Mbonimpa, a rassuré son 'successeur' à la prison centrale de Bujumbura qu'il finira par en sortir tôt ou tard, "comme moi". M. Mbonimpa a été sorti récemment de la prison sous condition de ne pas s'éloigner de la capitale, Bujumbura, après cinq mois d'incarcération sous le chef d'accusation "atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat" par la présence présumée de jeunes militants proches du parti au pouvoir au Burundi en République démocratique du Congo voisine, pour des entraînements paramilitaires à des fins qui restent toutefois inconnues. La RPA avait fait dans un tapage médiatique sans précédent contre l'incarcération prolongée du doyen des défenseurs des droits humains, a pesé, de l'avis des spécialistes des questions judiciaires, dans la libération conditionnelle du sexagénaire, officiellement pour des "raisons humanitaires" qui ont été attestées par une expertise médicale.